

Immigration—Loi

venir ici comme touriste. J'étais en Italie aux funérailles de mon père, elle était toute seule, je ne pouvais pas la laisser là-bas. Je l'ai fait venir comme touriste. J'arrive, je vais au bureau de l'immigration. Ils me disent: Il faut qu'elle retourne en Italie. Il faut qu'elle fasse la demande de là-bas pour s'en venir. Imaginez-vous, monsieur le Président, l'angoisse de cette personne. Elle a 75 ans, et tout sa famille est ici au Canada. Elle n'a personne là-bas. Maintenant, le bureau d'immigration dit qu'elle doit retourner en Italie.

Ce sont ces politiques-là que le gouvernement doit définir. Je suis sûr qu'une fois qu'il les aura redéfinies, une fois la politique familiale élargie qui permet aux Canadiens qui ont des parents à l'étranger, qui permet un système à ces gens de faire une demande pour entrer au Canada, après avoir utilisé nos ambassades, nos consulats, après être passé à travers toute la réglementation, sans bien sûr qu'elle soit trop longue ni complexe, je suis sûr que nous pourrions à ce moment-là régler le problème des faux réfugiés, parce qu'à ce moment-là nous aurions seulement de vrais réfugiés. Je pense que le Canada doit faire sa part pour justement appuyer les vrais réfugiés qui viennent demander asile au Canada.

Enfin, monsieur le Président, nous, libéraux, demandons au gouvernement de prendre des initiatives, par l'intermédiaire des Nations Unies ou d'une conférence du Commonwealth ou de la francophonie, que l'on vit ces jours-ci, pour inciter les autres pays dont le système de détermination du statut de réfugié connaît les mêmes problèmes, à oeuvrer ensemble pour mettre à point une solution satisfaisante et globale pour tous les pays.

Donc, monsieur le Président, le problème des faux réfugiés, le problème des réfugiés en général est un problème international et ce jusqu'à ce que le gouvernement conservateur ne prenne des mesures nécessaires, n'ait pas un leadership pour convoquer, soit par le moyen des Nations Unies ou d'autres organismes comme le Commonwealth, la francophonie, pour ensemble émettre une politique globale des réfugiés afin que nous puissions ainsi qu'un grand nombre de pays répondre à ce besoin humain et international. En tant que Canada, si nous adoptons une telle loi comme le projet de loi C-84 nous faisons un pas en arrière et tout ce que les gouvernements, qu'il soit libéral ou conservateur, ont fait dans le passé, sera conçu comme seulement de l'histoire et le Canada se dirige vers un pays qui est fermé, qui ne reçoit pas des gens qui veulent, qui ont la volonté, l'esprit, le courage de s'installer dans un nouveau pays. Souvent on pense que c'est facile. J'en connais l'expérience, moi-même je suis un immigrant. Je vous dis que lorsqu'on arrive, que l'on connaît pas la langue, quand on n'a pas de moyens, que c'est dur de trouver un emploi, cela prend du courage pour rester ici et travailler. Aujourd'hui, je suis fier d'avoir fait ce pas-là en 1958. Je suis fier d'être Canadien. Je suis fier d'être député de cette Chambre mais j'espère qu'on va continuer à permettre à des gens comme moi de devenir comme moi.

M. Della Noce: Monsieur le Président, j'ai écouté mon honorable collègue, non simplement mon collègue en tant que député mais aussi en tant qu'immigrant comme moi, tantôt j'ai écouté le député de Glengarry—Prescott—Russell (M. Boudria), j'ai écouté la nouvelle députée de Yukon (M^{me} McLaughlin) qui parlaient en tant que Canadiens. Je veux

vous dire, monsieur le Président, qu'il était grand temps que cette Chambre soit rappelée parce qu'à la suite de l'arrivée de réfugiés illégaux, de ces faux réfugiés, je dis bien faux réfugiés, nous, en tant qu'immigrants, on pensait qu'en arrivant . . .

M. Boudria: Comme tu l'es!

M. Della Noce: Si mon collègue de Glengarry—Prescott—Russell (M. Boudria) peut être assez fin pour écouter . . . est-ce que nous l'avons écouté tantôt? Il comprendrait peut-être l'affaire. Je n'ai pas fini.

Monsieur le Président, des gens de nos circonscriptions nous appelaient—50 à 60 appels par jour—et ces gens-là entraient en guerre en s'opposant contre de vrais immigrants. Moi j'en suis un immigrant, et lorsque je suis arrivé au Canada je considère que c'était un privilège que ce pays m'a fait de m'accepter. En retour j'y ai travaillé comme un bon Canadien. Mais, aujourd'hui, ce privilège n'a plus aucune valeur parce que n'importe qui pouvait entrer ici en ce pays.

Alors, moi je dis qu'il était temps de rappeler la Chambre, que ça pressait. Attendons-nous un bateau, deux, trois ou quatre bateaux? . . . mais ce sont là des choses que nous faisons lorsque nous allions à l'école. Il fallait que ça cesse. Et je suis d'accord avec mon collègue de Saint-Léonard—Anjou (M. Gagliano) lorsqu'il dit qu'il faut probablement ouvrir certaines choses.

Mais moi je lui dis que tous ceux qui demandent leur carte ou leur statut d'immigrants réfugiés, ils arrivent tous ici en touristes. Pourtant la loi dit qu'il faut être à l'extérieur du pays. Cette loi-là, ce ne sont pas les conservateurs qui l'ont faite, mais c'était une loi déjà existante du gouvernement précédent et, jusqu'à nouvel ordre, autant que je sache, sans être un avocat, il nous faut respecter la loi existante.

Monsieur le Président, je peux vous dire que la population chez nous est contente de voir que nous sommes en train de régler le problème. Ce n'est pas empêcher les réfugiés de venir au Canada, mais bien au contraire. C'est plutôt donner la chance à ceux qui attendent depuis des années pour devenir des citoyens canadiens avant que d'autres viennent de façon illégale, par bateau, pour leur enlever ce privilège . . . que j'ai eu moi-même, et je redis merci encore une fois au Canada de m'avoir accueilli comme immigrant.

M. Gagliano: Monsieur le Président, je remercie mon collègue pour ses commentaires et sa question: C'est justement ce que je tentais d'expliquer au début, le dilemme est entre les immigrants et les réfugiés. Il ne faut pas mélanger les deux. Dans la situation actuelle, même la population confond les deux.

Monsieur le Président, moi je vais proposer la solution, et je suis convaincu que si nous avons une politique d'immigration qui est ouverte et bien établie, si nous avons un système de sélection plus rapide, nous allons définitivement avoir moins de réfugiés et ceux que nous aurons au Canada seront de vrais réfugiés.

Monsieur le Président, en partant de cela il ne faudrait pas non plus profiter de ces cris de la population pour passer des lois de matraque.

Il faut qu'en tant que gouvernement, qu'en tant que politicien, prendre le leadership et dire quel genre de société nous voulons, quel genre de Canada nous voulons avoir. Voulons-